

Non à l'aménagement du temps scolaire à Montreuil

Nos enfants ne sont pas des cobayes !

Les 3 et 4 avril 2007, les professionnels de l'éducation nationale (enseignants) et de l'éducation périscolaire et populaire (animateurs et directeurs des centres de loisirs) ont démontré une nouvelle fois, par l'importance de leur grève, leur opposition au basculement de l'école du samedi matin au mercredi matin et à la fin de l'école le vendredi à 15 h 30, pour la prochaine rentrée scolaire à Montreuil.

Réunis en assemblée générale, le 24 mai 2007, avec des parents qui sont inquiets et qui ont déposé des recours au tribunal administratif, ils font le constat que sa mise en œuvre se fait dans des conditions préjudiciables aux intérêts des enfants et aux conditions de travail des personnels.

En effet, toutes les réunions des personnels communaux de l'animation consacrées à la prochaine rentrée scolaire témoignent d'impréparation et de précipitation.

A toutes les questions de moyens ou d'organisation posées par les personnels pour assurer un bon accueil des enfants, les mêmes d'ailleurs qu'ils n'ont cessé de poser durant toute l'année 2006, la municipalité ou Les Francas (association d'éducation populaire qui accompagne ce changement) n'apportent aucune réponse ou des réponses partielles.

L'accroissement du temps périscolaire sur la semaine ne peut cacher la réduction des centres de loisirs à une toute petite demi-journée ainsi que la pauvreté du projet éducatif qui est derrière ; les activités proposées « à la carte » ne pouvant en tenir lieu.

Parallèlement les enseignants et tout particulièrement les directeurs d'école sont « sommés » de préparer cette rentrée dans le cadre d'un Projet Éducatif Local Global fortement conditionné par la modification du temps scolaire où il apparaît que celui-ci est de plus en plus soumis à la municipalité.

Nous ne pouvons accepter ces logiques lourdes de dérives possibles.

C'est pourquoi, nous demandons à l'inspecteur d'académie de Seine-Saint-Denis, qui en a le pouvoir, de retirer cette modification des temps scolaires.

C'est pourquoi, nous demandons à Monsieur Jean-Pierre Brard, Maire de Montreuil, qui a porté ce changement de reconnaître l'impossibilité de le mettre en œuvre pour la rentrée prochaine,

C'est aussi pourquoi nous distribuerons ce communiqué le 23 juin, jour de la fête de la ville dont nous assurons le succès habituellement, parce que nous n'avons pas le cœur à faire la fête.

Plus profondément, parce que ce changement se fait contre nous et au mépris de la communauté éducative, nous continuerons à nous battre pour le retrait de cette modification du temps scolaire.

Le 24 mai 2007